

TURQUIE

Chasse aux sorcières à Ankara

Quatre jours après le putsch raté en Turquie, la machine judiciaire était lancée, avec la mise sous écrou de 26 généraux, dans le cadre d'une vaste opération de reprise en main destinée à «déraciner» les gülenistes accusés de rébellion. De nouveaux secteurs de l'Etat étaient touchés hier par la purge en cours.

Plus de 200 employés des services du Premier ministre ont été mis à pied, de même que près de 500 autres de l'agence des affaires religieuses, a annoncé mardi l'agence Anadolu.

Au total, 9 322 militaires, magistrats, policiers font l'objet d'une procédure judiciaire, a annoncé le vice-Premier ministre Numan Kurtulmus, sans plus de précisions.

«Nous allons les déraciner d'une manière telle que (...) plus aucun traître, plus aucune organisation terroriste clandestine, plus aucun groupe terroriste séparatiste n'aura l'audace de trahir ce peuple sacré, ce grand Etat, la Turquie», a déclaré le Premier ministre Binali Yildirim, en référence aux partisans du prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'être derrière le putsch.

Se livrant à un exercice délicat d'équilibre, il a rejeté «tout esprit de vengeance» qui serait «absolument inacceptable dans

l'Etat de droit», alors que la communauté internationale s'inquiète d'un déchainement répressif en Turquie.

«Cette nation tire sa force du peuple, pas des chars», a lancé le Premier ministre au Parlement.

«Le niveau de vigilance et de surveillance va être important dans les jours qui viennent», avait prévenu lundi le secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Le président Recep Tayyip Erdogan a expliqué que sa vie avait été menacée par les putschistes, alors que les conditions de son exfiltration de la station balnéaire de Marmaris (ouest) où il se trouvait lors du déclenchement du coup d'Etat restaient floues.

«Si j'étais resté 10, 15 minutes de plus à l'hôtel, ils m'auraient tué, kidnappé, ou emmené», a-t-il assuré dans une interview diffusée tard lundi par la chaîne américaine CNN.

Le président a ajouté qu'il accepterait la réintroduction de la peine de mort si le Parlement turc le décidait. Il a annoncé qu'«une décision importante devait être prise» lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale mercredi à Ankara, où il n'est pas retourné depuis le putsch manqué.

Jusqu'à présent au moins 118 généraux et amiraux dans tout le pays ont été placés en garde à vue, suspectés d'implication dans le coup d'Etat manqué, selon l'agence Anadolu, dans ce qui s'apparente à une purge importante au sein de l'armée.

Vingt-six généraux et amiraux, dont l'ancien chef de l'armée de l'air, le général Akin Oztuk, ont été placés en détention préventive après avoir été inculpés, notamment, de «tentative de renversement de l'ordre constitutionnel», de «tentative d'assassinat» du président Erdogan et de «constitution d'une organisation armée».

Mais «l'écrasante majorité des Forces armées turques qui aime sa patrie, sa nation et son drapeau n'a absolument rien à voir» avec la tentative de coup

d'Etat, a assuré l'état-major dans un communiqué. Les «traîtres» ayant pris part à "cette vilénie» seront «sanctionnés de la manière la plus lourde».

M. Kurtulmus a lui aussi expliqué que le putsch «n'a pas été soutenu par la chaîne de commandement» de l'armée. «ce sont (les gülenistes) des forces armées qui ont fait le coup d'Etat. Il n'y a pas de différence entre eux et l'EI», a-t-il lancé, à propos de Daesh.

Mais «nous n'agissons pas comme ce gang de meurtriers. Nous agissons dans les limites de la loi», a-t-il assuré lui aussi.

Par ailleurs, 9 000 policiers, gendarmes et fonctionnaires ont été démis de leurs fonctions dans la chasse aux gülenistes.

Il a par ailleurs démenti des informations de presse selon lesquelles des bateaux ou des avions de l'armée auraient disparu.

«Nous avons envoyé quatre dossiers aux Etats-Unis pour (demander) l'extradition du terroriste-en-chef», a déclaré M. Yildirim au Parlement au sujet de Fetullah Gülen. La demande officielle d'extradition doit être

envoyée très prochainement.

Mais le prédicateur a réfuté dans une interview lundi à l'AFP aux Etats-Unis toute responsabilité. «J'ai toujours été contre l'intervention des militaires en politique intérieure», a-t-il assuré.

Il a laissé entendre que le gouvernement aurait pu jouer un rôle dans cette tentative de putsch. «Vous avez des informations de presse indiquant que des membres du parti au pouvoir étaient au courant de la tentative huit, dix voire 14 heures à l'avance», relève-t-il.

Mais le vice-Premier ministre a formellement démenti : «nous n'avions aucune information sur le coup», a assuré M. Kurtulmas.

Les fonctionnaires mis à pied ont été interdits de quitter le territoire. Un journal de Géorgie a rapporté des déploiements policiers au poste frontalier de Sar, pour empêcher les Turcs de sortir du pays.

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a dénoncé la fermeture par les autorités turques de 20 sites indépendants d'information ces trois derniers jours.

SYRIE

L'étau se resserre sur les rebelles d'Alep

L'armée syrienne a refermé l'étau sur les quartiers rebelles d'Alep, où des données filtrant des ONG, font craindre une inextricable crise humanitaire, au moment où Londres accueille une réunion pour discuter notamment des conditions nécessaires pour une reprise des pourparlers sous l'égide de l'ONU.

La crise syrienne était au menu d'une réunion hier à Londres entre le nouveau ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, et ses homologues français, allemand et italien et la chef de la diplomatie de l'UE Federica Mogherini.

Cette réunion, précédée par une autre rencontre entre le secrétaire d'Etat américain John Kerry, et le chef de la diplomatie britannique, portera sur le fragile accord de cessation des hostilités, (signé le 26 février entre les différents belligérants engagés en Syrie et mis au point avec la Russie et les Etats-Unis), la situation humanitaire désastreuse et les conditions nécessaires pour que les acteurs syriens reprennent des pourparlers.

A ce titre, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a annoncé vouloir reprendre en août les négociations de paix inter syriennes, après l'échec de deux précédentes sessions à Genève, donnant lieu à des combats sans merci notamment à Alep, l'ancienne capitale économique de Syrie qui est l'une des villes les plus affectées par la guerre. Divisée depuis 2012 entre des

quartiers ouest tenus par les forces syriennes et des quartiers est contrôlés par des rebelles, l'encerclement total d'Alep, constitue de l'avis de certains analystes, un «succès militaire majeur» pour le gouvernement syrien. Cela pourrait être même un tournant dans le conflit, qui a fait plus de 280 000 morts depuis son déclenchement en 2011.

Du point de vue humanitaire, les choses ne sont pas léniifiantes pour plus de 200 000 civils qui y vivent, tel que le démontrent les données des ONG.

Des pénuries de nourriture et d'essence se font sentir dans les quartiers rebelles de la deuxième ville de Syrie depuis que les forces régulières ont coupé le 7 juillet leur dernier axe d'approvisionnement, la route du Castello, selon ces sources citant des habitants. Elles se sont emparées ce week-end de la totalité de cette route, isolant complètement Alep-Est et faisant craindre un long siège.

Les forces syriennes n'ont pas relâché lundi leurs frappes aériennes sur les quartiers rebelles, (Alep-Est). Celles-ci se sont intensifiées ces derniers jours. Au moins 28 personnes

ont été tuées samedi dans des raids aériens sur des quartiers rebelles de la ville syrienne d'Alep (nord), a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG proche de l'opposition et basée à Londres. Le bilan pourrait encore s'alourdir en raison du nombre de blessés dans un état critique, a indiqué l'Observatoire.

Selon les Nations unies, près de 600 000 personnes vivent dans des zones assiégées en Syrie, sans accès à la nourriture ni à une aide médicale. Des dizaines de personnes sont mortes de faim.

L'ONU, qui n'a pas encore défini Alep-Est comme «zone assiégée», s'est déclarée «très inquiète de l'escalade de la violence» qui «met en danger des centaines de milliers de personnes» dans cette ville. Elle a appelé «toutes les parties à autoriser la livraison de l'aide humanitaire» et à «l'évacuation des civils qui le désirent». Le Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) a fait état d'une situation «particulièrement inquiétante en raison de la forte concentration d'habitants dans cette zone».

Alors qu'Alep-Est n'a plus reçu aucune aide depuis le 7 juillet, l'Ocha affirme qu'il y a assez de nourriture pour couvrir les besoins de 145 000 personnes pendant un mois mais qu'il y a «une aide vitale qu'il est urgent de livrer».

LES PUTSCHISTES TURCS ET L'ÉCOLE EL AFFROUN

Coup d'État des guignols

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Sur le putsch turc, dans les coulisses des institutions européennes, il se dit et s'échange des informations ô combien plus importantes que celles que l'on lit et entend dans la presse et les communiqués officiels.

Sur le putsch manqué en Turquie, une rumeur tellement insistante et redite que l'on a du mal à ne pas classer comme source sûre, évoque non pas un coup d'Etat contre Erdogan mais d'Erdogan.

Un auto-putsch. Sauf qu'à la différence avec l'auto-goal ou le contre son camp du football qui sanctionne le joueur et l'équipe fautifs, l'autre putsch de Tayyip Erdogan le favorise et plutôt conséquemment. Quelques heures à peine après le désordre du vendredi dernier, le président turc a pratiquement raffé tous les pouvoirs.

En un tour de main, il a nettoyé l'armée, la justice, la haute administration et la Fonction publique en faisant arrêter, limoger ou mettre en garde à vue tous les gêneurs. Généraux et amiraux, magistrats de toutes les cours y compris le vice-président du Conseil constitutionnel, préfets, préfets de province, chefs de la police et même du renseignement alors que l'état-major des services a été loyaliste et républicain.

Les listes étaient prêtes et dès l'annonce du ratage des putschistes qui ont commis des impairs tellement grossiers que l'on se pose de sérieuses questions sur leurs véritables desseins, tous les indélébiles ont été désignés à la vindicte populaire. Le putsch avorté de Turquie est une grossière réplique, mélange de la tentative de Tahar Z'biri contre Boumediène en 67 en plus vulgaire. Au moins Z'biri a été chef de l'état-major et pouvait compter sur des réseaux de l'avant-indépendance. Mais, tout de même, se lancer dans un putsch sans les services, la police, les chefs de Régions militaires, le ministère de l'Intérieur et au moins des relais dans la presse et la justice, relève plus de la folie que du coup d'Etat. D'où les interrogations dans les coulisses de la Commission, du Conseil et du Parlement. Il y en a d'autres comme cette descente sur la télé publique où des journalistes précèdent à... l'arrestation des militaires venus les réduire au silence et déclarer allégeance à la casquette ou cette curiosité de laisser libre Erdogan de ses mouvements et lui permettre d'adresser un message à ses compatriotes.

Trop de zones d'ombre !

Le plus dramatique dans l'histoire est à chercher du côté de Bruxelles et non d'Ankara. Pourquoi ces questionnements de coulisses n'apparaissent-elles pas dans les médias ? Ou si peu... La liberté de la presse a en Union européenne des limites que les journalistes connaissent parfaitement.

Le coup d'Etat de Z'biri s'arrête net à El Affroun.

Celui des Turcs, on ne sait même pas où il débuta et comment il prit fin.

Tout a été si vite, si mal engagé et si peu réfléchi... Le tout en faveur d'Erdogan. Evidemment...

A. M.